



## FEDERATION EUROPEENNE DE L'ACTIONNARIAT SALARIE

### **Septième Rencontre Européenne de l'Actionnariat Salarié - Bruxelles, 23 mai 2008** **Rapport de la Conférence**

L'objet principal de la rencontre était la publication du premier "Recensement Economique Annuel de l'Actionnariat Salarié dans les Pays Européens" (*Annual Economic Survey of Employee Ownership in European Countries*).

En outre, il s'agissait de célébrer les dix années écoulées depuis la première Rencontre Européenne en mai 1998.

La Conférence était organisée par la Fédération Européenne de l'Actionnariat Salarié en collaboration avec le Centre Inter-Universitaire de Droit Comparé de l'Université Libre de Berlin.

Une nouvelle dynamique politique s'est mise en place en Europe: c'est ce qu'un panel de représentants de plusieurs pays a tout d'abord permis de constater. Des initiatives politiques sont en cours dans de nombreux pays européens en vue d'encourager l'actionnariat salarié. Les présentations et les documents sont tous disponibles sur le site internet de la Conférence.

Pour l'Allemagne, Heinrich Beyer a décrit l'avancement de la nouvelle législation préparée par le gouvernement d'Angela Merkel. Celle-ci sera bientôt adoptée et elle sera nettement plus encourageante que ce qui existait jusqu'ici en Allemagne.

Pour la Grande Bretagne, Mark Lazarowicz a exposé les conclusions du rapport publié le 19 mai par le "Groupe Interparlementaire pour l'Actionnariat Salarié" constitué au sein du Parlement britannique (*All-Party Parliamentary Group on Employee Ownership*).

Pour l'Espagne, Miguel Millana a exposé le projet de révision de la législation sur les *sociedades laborales*.

Pour la Slovénie, Zvone Zupan a décrit la nouvelle législation votée il y a quelques semaines. Il s'agit d'une étape importante, puisque la Slovénie est le premier nouvel Etat Membre à mettre en place une législation adaptée.

Pour la France, Jean-Claude Mothié a dressé un tableau des orientations politiques en cours.

Sur le plan européen enfin, Jens Lowitzsch a signalé le nouveau rapport présenté au Parlement Européen sous le titre "La Participation Financière pour une Nouvelle Europe Sociale". Celui-ci préconise une "démarche modulaire" (*building block approach*) pour la mise en place de législations plus efficaces en Europe. La création d'une culture d'actionnariat salarié passe par un ensemble de législations simples, adaptées à une série de situations spécifiques, notamment la transmission d'entreprise, pour laquelle l'Europe manque encore d'une pratique aussi efficace que celle du modèle des ESOPs (Employee Stock Ownership Plans) adopté aux USA au début des années 1970.

Ensuite le premier "Recensement Economique Annuel de l'Actionnariat Salarié dans les Pays Européens" a été présenté par Marc Mathieu.

Ce recensement montre que l'actionnariat salarié progresse plus vite et plus fort qu'on ne l'avait jamais imaginé en Europe. Un développement rapide et récent qui touche la quasi totalité des pays européens.

Sur base des tendances récentes, on peut s'attendre à un doublement dans les 5-10 années à venir, l'Europe passant de 8.2 millions d'actionnaires salariés actuellement à 16 millions, de 26.2% d'actionnaires dans l'ensemble des salariés des grandes sociétés à 40-50%, et la capitalisation détenue par les salariés passant de 2.35% actuellement à 4 - 4.5%.

Ce recensement a pu être mené à bien grâce à une nouvelle base de données qui rassemble toute l'information détaillée concernant l'actionnariat salarié et les plans d'actionnariat dans tous les grands groupes européens, de façon exhaustive.

Au cours des 20 dernières années, plusieurs rapports ont occasionnellement livré une information sur les développements de l'actionnariat salarié en Europe. Les plus connus sont ce qu'on a appelé les Rapports PEPPER. Cependant, ces rapports étaient basés sur des informations partielles qui n'étaient publiées qu'avec de très longs délais.

Il était indispensable de pouvoir disposer d'une information plus fiable et plus rapide. En effet, on savait que l'actionnariat salarié était en développement. Mais l'information disponible ne l'était qu'avec un très grand retard.

Un important hiatus était en train de se creuser entre les entreprises et les praticiens d'une part, et les acteurs sociaux et politiques de l'autre, conduisant à une méconnaissance et à une image tout à fait incorrecte de l'actionnariat salarié en Europe.

C'est pourquoi il était devenu urgent de mettre sur pieds un outil d'information fiable. Ce recensement sera aussi disponible en version électronique via Internet.

Après la présentation des résultats spectaculaires de ce premier recensement annuel, les professeurs Iraj Hashi de l'Université de Stafford et Richard Woodward de l'Université d'Edimbourg sont venus confirmer la forte dynamique de l'actionnariat salarié et de la participation financière des salariés en Europe.

Ils ont présenté à la Conférence la première version du prochain Rapport PEPPER IV qui sera publié en octobre 2008 avec le soutien de la Commission Européenne.

Enfin pour conclure, le Professeur Herwig Roggemann de l'Université Libre de Berlin a souligné le succès et la convergence des initiatives qui sont à l'œuvre à travers toute l'Europe.

Toutes les présentations et les documents sont disponibles à la page:

[http://www.efonline.org/2008/Seventh European Meeting/Presentation FR.htm](http://www.efonline.org/2008/Seventh%20European%20Meeting/Presentation%20FR.htm)